

**SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE**

Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

COMITE SYNDICAL DU 11/12/2025

**DELIBERATION N° 202512121**

**Objet : Mise à jour du tableau des effectifs et de l'organigramme**

Membres en exercice	72
Titulaires présents	42
Suppléants présents	5
Votants	47

Le onze décembre deux mille vingt-cinq à 9h, le Comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, s'est réuni à Périgueux Résidence Hôtelière - Salle Saint Front, sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

**Date de convocation : 03/12/2025**

**Secrétaire de séance : Monsieur Gilbert DE MIRAS**

**PRESENTS :** Lionel ARMAGHANIAN, Jean-Jacques DUMONTET, Dominique DURAND, Alain PIERREFITTE, Serge MAZE, Bernard FAGET, Marc MATTERA, Jean-François LARAVOIRE, Alain MARTY, Frédéric BEAUVIER, Denis BROUILLAUD, Jean-Marie MAIRE, Huguette VILLARD, Patrick TREILLE, Jean Marie THOMAS, Josiane BOYER, Gilles BITTARD, Jean Pierre LACOSTE, Philippe DUCENE, Maurice CHABROL, Eric LAFONTAINE, Gérard LACOSTE, Béatrice HAGEMAN, Joël GADAUD, Pascal COURNARIE, Alain BUFFIERE, François COURTEY, Dominique CAILLOU, Eric VARIN, Brigitte CABIROL, Marc MELOTTI, Pierre CHEVALIER, Alain VILATTE, Alain CASTANG, René VISENTINI, Henri TONELLO, Jean Pierre FRAY, Claudine FAURE, , Jean-Luc SANCHEZ, Gilbert DE MIRAS, Dominique IBERTO, Jacques MARSAT.

**\*SUPPLEANTS PRESENTS :** Antonio RODRIGUEZ, Evelyne ROUX, Guy PIEDFERT, Henri BOUCHARD, Bernard PREVOT.

**EXCUSES :**

Laurent PELLERIN, Gérard MARTIN, Gérard MOURET, Jean Michel DREUIL, Jean François PIBOYEU, Aude CRUVEILLER, Joël EYMET, Jean-Louis CHAZELAS, Serge DOUMERC, Bernard MAZET, Daniel CHAUME, Florence GAUTHIER, Jean-François MATHIEU, Josiane SOURDET, Alain POINET, Jean-François MARTINET, Jean-René BERTIN, Eric DUBOIS, Christian BORDENAVE, Agnès DAURIAC, Flore BOYER, Michel AUGÉIX, Michel LAROUMAGNE, Clovis TALLET, Claire HENON, Marie-Rose VEYSSIERE, Thierry BOIDE, Georges ELIZABETH, Philippe GEORGES, Anne MARCHAND,

Ayant constaté que le quorum est atteint, Monsieur Philippe DUCENE, Président, ouvre la séance à 9h, puis il procède à la nomination d'un Secrétaire de séance pris au sein du Comité. M. Gilbert DE MIRAS est désigné pour remplir cette fonction qu'il accepte.

**ADMINISTRATIFS :** Séverine SALLET Directrice Générale des Services, Nicolas AUBIN Directeur Général Adjoint, Directeur des Services Techniques, Laurence MICHAUD Directrice des Finances, Marlène BORGES-CORREIA Directrice des Ressources Humaines et des Moyens Généraux, Delphine RADTKE Directrice Stratégie Bas Carbone, Charlotte PETIT Adjointe à la Direction Stratégie Bas Carbone, Xavier LAMONTAGNE Directeur des Systèmes d'Information, Florine FROGE Chargée de Communication, Corinne BATTISTON Assistante du Président et de la Direction, chargée des relations avec les collectivités territoriales, Christine SARDOU gestionnaire marché public et Clara THORILLON gestionnaire des affaires juridiques.

**INVITES EXCUSES :**

Madame Marie AUBERT, Préfète de la Dordogne,  
Monsieur Lionel ARCHER Payeur Départemental.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L542-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2313-3 et L.2313-1 ;

**Vu** la délibération relative au régime indemnitaire en date du 1<sup>er</sup> décembre 2016 et mise à jour par la délibération du 11 janvier 2022 ;

**Vu** l'avis favorable du Comité Social Territoriale en date du 25 novembre 2025 ;

**Considérant** que conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

**Considérant** qu'il appartient donc au Comité Syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services ;

Compte tenu des différents départs, des avancements de grade et d'une nouvelle organisation des services, il convient de :

- Supprimer 1 poste de catégorie A, au grade d'Ingénieur principal (*emploi permanent*) à temps complet, à la suite du départ volontaire (démission) de l'agent titulaire du grade, au 23/05/2025. L'agent a été remplacé par mobilité interne au sein de la collectivité.
- Supprimer 1 poste de catégorie A, au grade d'Ingénieur (*emploi non permanent*) à temps complet, correspondant à l'emploi de Chargé de projet planification énergétique, créé le 19/06/2024, dans le cadre d'un contrat de projet  
A la suite de la réorganisation de la Direction de la Stratégie Bas-Carbone, il n'est plus nécessaire de recruter un agent supplémentaire dans le cadre de la planification énergétique.
- Supprimer 1 poste de catégorie A, au grade d'Ingénieur (*emploi non permanent*) à temps complet, correspondant à l'emploi de Coordinateur Général DIRECT, créé le 14/02/2023, dans le cadre d'un contrat de projet.  
A la suite de la réorganisation de la Direction de la Stratégie Bas-Carbone, et notamment du départ volontaire, au 01/11/2025, de l'agent contractuel, une réflexion, de manière générale, du projet DIRECT a été menée.

Depuis 2023, le contexte du projet DIRECT a évolué, entraînant également une évolution des missions confiées à l'agent en charge du projet.

Il est donc nécessaire de supprimer ce poste afin de pouvoir créer un nouveau poste en adéquation avec le contexte actuel du projet ainsi que de faire évoluer la fiche de poste.

- Supprimer 1 poste de catégorie B, au grade de Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe (*emploi non permanent*) à temps complet, correspondant à l'emploi de Chargé de mission schéma directeur des IRVE, créé le 13/12/2023, dans le cadre d'un contrat de projet.  
A la suite de la réorganisation de la Direction de la Stratégie Bas-Carbone, il n'est plus nécessaire de recruter un agent supplémentaire dans le cadre de la planification énergétique.
- Supprimer 1 poste de catégorie B, au grade de Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe (*emploi non permanent*) à temps complet, correspondant à l'emploi de Chargé de mission schéma directeur immobilier, créé le 31/01/2024, dans le cadre d'un contrat de projet.  
A la suite de la réorganisation de la Direction de la Stratégie Bas-Carbone, il n'est plus nécessaire de recruter un agent supplémentaire.

- Supprimer 2 postes de catégorie C, au grade d'Adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe (*emplois permanents*) à temps complet, à la suite de 2 départs, pour mutation, des agents titulaires de ce grade.  
Les agents ont été remplacés par le recrutement, au sein du service de la Régie, de 2 contractuels au grade d'adjoint technique.
- Supprimer 1 poste de catégorie C, au grade d'Adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe (*emploi permanent*) à temps complet, à la suite de la nomination de l'agent, au grade de Technicien, après réussite du concours.
- Supprimer 2 postes de catégorie C, au grade d'Adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe (*emplois permanents*) à temps complet, à la suite des avancements de grade des 2 agents titulaires de ce grade.
- Supprimer 1 poste de catégorie C, au grade d'Adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe (*emploi permanent*) à temps complet, à la suite de la nomination de l'agent, au grade de Technicien, après réussite du concours.
- Supprimer 1 poste de catégorie C, au grade d'Adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe (*emploi permanent*) à temps complet, à la suite de départ à la retraite, au 01/01/2025, de l'agent titulaire du grade.  
L'agent a été remplacé par mobilité interne.
- Supprimer 1 poste de catégorie C, au grade d'Adjoint administratif (*emploi permanent*) à temps complet, à la suite du départ à la retraite, au 01/01/2023, de l'agent titulaire du grade.  
L'agent a été remplacé par mobilité interne.

Par ailleurs, compte tenu de la nouvelle organisation des services et du recrutement non-probant pour le poste de Responsable de la commande publique, il est proposé de :

- Supprimer l'emploi de Responsable de la commande publique.
- Créer l'emploi de Chargé(e) des affaires juridiques, à temps complet, au grade d'Attaché afin de suivre et conseiller l'ensemble des services de la collectivité en matière juridique.

Il n'est pas nécessaire de créer, au sein du tableau des effectifs, un poste supplémentaire au grade d'Attaché, puisqu'à ce jour 1 poste est disponible.

L'agent recruté devra assurer un rôle de conseil afin de garantir la sécurité juridique des procédures de la collectivité, ainsi qu'à traiter les problématiques juridiques internes et externes.

Il devra suivre l'ensemble des affaires juridiques au sein de la collectivité ; élaborer ou partager son opinion juridique dans la mise au point de procédures, de conventions, de contrats ou dans le suivi des litiges.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires titulaires du grade d'Attaché territorial.

Par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique ; pour les besoins des services ou la nature des fonctions le justifie et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à un indice brut de la grille indiciaire du grade de recrutement, en tenant compte des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, de la qualification détenue par l'agent ainsi que de son expérience.

Le candidat retenu bénéficiera du régime indemnitaire instauré par la délibération du 1<sup>er</sup> décembre 2016 et mis à jour par la délibération du 11 janvier 2022.

Enfin, conformément à la délibération relative à la détermination des taux de promotion pour les avancements de grade, au titre de l'année 2026, il est proposé de :

- Créer 1 poste au grade de Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- Créer 1 poste au grade d'Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe,
- Créer 1 poste au grade d'Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe.

Vu le rapport présenté par Monsieur Pierre CHEVALIER, Vice-président.

Le **COMITE SYNDICAL**, à l'unanimité :

- **SUPPRIME** 1 poste au grade d'Ingénieur principal, emploi permanent, à temps complet ;
- **SUPPRIME** 2 postes au grade d'Ingénieur, emplois non permanents, à temps complet ;
- **SUPPRIME** 2 postes au grade de Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe, emplois non permanents, à temps complet ;
- **SUPPRIME** 3 postes au grade d'Adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe, emplois permanents, à temps complet ;
- **SUPPRIME** 3 postes au grade d'Adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe, emplois permanents, à temps complet ;
- **SUPPRIME** 1 poste au grade d'Adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe, emploi permanent, à temps complet ;
- **SUPPRIME** 1 poste au grade d'Adjoint administratif, emploi permanent, à temps complet ;
- **SUPPRIME** l'emploi de Responsable de la commande publique, au sein de l'organigramme ;
- **CREE** l'emploi de Chargé(e) des affaires juridiques, à temps complet, au grade d'Attaché ;
- **CREE** 1 poste au grade de Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe ;
- **CREE** 1 poste au grade d'Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe ;
- **CREE** 1 poste au grade d'Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe ;
- **VALIDE** le tableau des effectifs ci-joint ;
- **VALIDE** l'organigramme ci-joint.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.



Pour extrait conforme,  
Président du SDE24,  
Philippe DUCENE